

Interrelations entre les comptes macroéconomiques

I. Introduction

Les principaux comptes macroéconomiques qui ont été examinés au cours des chapitres précédents servent de cadre à la programmation financière. Chacun de ces comptes privilégie un aspect particulier de l'économie. Les comptes nationaux portent plus particulièrement sur l'analyse de la formation du produit et de la répartition de ce produit entre différents secteurs économiques. La balance des paiements permet l'analyse des transactions entre l'économie intérieure (définie par les unités résidentes) et le reste du monde (défini par les unités non résidentes). Les statistiques de finances publiques ont pour objet l'analyse économique des opérations de l'Etat et de leur impact sur le reste de l'économie. La situation monétaire, enfin, retrace les principales catégories d'encours des avoirs et engagements financiers des grands secteurs économiques et fait apparaître l'intermédiation des institutions financières entre secteurs à excédent et secteurs à déficit.

Alors que chaque compte privilégie un aspect particulier de l'économie, tous les comptes ont des éléments communs et il existe des correspondances ou des relations entre ces comptes. L'objet de ce chapitre est de mettre en relief les caractéristiques communes entre les quatre grands systèmes de comptes macroéconomiques et de spécifier les liens qu'ils ont entre eux.¹ Ceci permettra notamment, de formaliser différentes *approches de la balance des paiements*.

II. Caractéristiques communes

1. Notion de résidence

Dans chaque système de comptes macroéconomiques, l'économie est définie par ses *résidents*. Ce sont les actes économiques des

¹Comme ce chapitre met en rapport les quatre systèmes de comptes, certaines notions importantes déjà développées dans les chapitres précédents sont rappelées.

résidents que l'on cherche à retracer dans les comptes. On entend par *résident*, l'unité économique qui a un lien durable avec le territoire du pays en question plus qu'avec tout autre pays. Le critère est donc double puisqu'il fait intervenir à la fois la *durée* et le *lien avec le territoire*. Les unités économiques qui ne sont pas résidentes sont appelées *unités non résidentes*. On examine comment ces critères s'appliquent aux différentes catégories d'unités.

Toutes les *entreprises* exerçant une activité sur le territoire national sont considérées comme résidentes, même si leur capital est détenu en partie ou intégralement par des étrangers.

Exemples :

- Les *filiales et succursales d'entreprises non résidentes*, mais qui sont présentes sur le territoire national sont considérées comme des unités résidentes. Inversement, les filiales et succursales étrangères d'entreprises résidentes sont considérées comme non résidentes.
- Les *entreprises* qui sont situées dans des *zones franches* sont également considérées comme résidentes car elles effectuent à partir du territoire considéré des opérations d'exportation et d'importation.
- Les *unités bancaires off-shore* sont également considérées comme des unités résidentes.

Les *personnes physiques* qui résident en permanence dans le pays sont résidentes de ce pays, quelle que soit leur nationalité. La notion de *permanence* est définie par une durée supérieure à un an.

Exemples :

- Les *travailleurs migrants* sont considérés comme résidents du pays où ils travaillent s'ils y résident depuis au moins un an; dans le cas contraire, ils sont résidents du pays où ils ont leur résidence principale.

- Les *travailleurs saisonniers ou frontaliers* sont considérés comme résidents du pays où ils résident : on considère qu'ils ont plus de liens économiques avec le pays de leur résidence qu'avec le pays où ils travaillent.
- Les *touristes* sont considérés comme non résidents seulement si la durée de leur séjour est inférieure à un an.
- Les *étudiants étrangers* font exception puisqu'ils sont considérés comme non résidents du pays où ils effectuent leurs études quelle que soit la durée de celles-ci.

Les *administrations publiques* d'un pays sont toujours considérées comme résidentes de ce pays, même quand elles exercent leurs activités à l'étranger. On considère ainsi que les liens qu'entretient par exemple une ambassade avec son pays d'origine sont plus étroits que ceux qu'elle entretient avec son pays d'accueil.

Exemples :

- Les ambassades et les nationaux qui y travaillent sont des unités résidentes de leur pays d'origine. Ainsi, le versement du *salaire de l'ambassadeur* par l'administration du pays d'origine est une opération entre unités non résidentes du pays où est située l'ambassade, alors que le *versement de salaires aux employés recrutés localement* est une opération entre unités non résidentes et résidentes et figure donc dans les balances des paiements des deux pays.
- Les *bases scientifiques et militaires* stationnées dans un pays d'accueil étranger sont également considérées comme des unités résidentes de leur pays d'origine.

On peut récapituler, en considérant que la notion de résidence vaut pour tous les systèmes de comptes macroéconomiques et que le critère permettant de déterminer si une unité est résidente ou non est celui du rattachement durable au territoire, avec pour exception principale le cas des ambassades et des bases scientifiques et militaires.

2. Notion d'opération

a. Définition

On dit qu'il y a *opération économique*, lorsqu'il y a transfert de propriété d'un actif réel ou financier, ou qu'un service est rendu par une unité économique à une autre.

b. Caractéristiques

La plupart des opérations économiques donnent lieu à un échange. Des biens et services (actifs réels) peuvent être échangés contre des actifs financiers : par exemple, l'achat au comptant ou à crédit d'un véhicule par un particulier. Des actifs financiers peuvent être échangés contre d'autres actifs financiers : par exemple, l'octroi d'un emprunt (argent contre reconnaissance de dette), le remboursement d'un emprunt (argent contre extinction de dette), ou l'achat ou la vente d'un titre financier (argent contre la possession ou la dépossession du titre).

Il existe aussi des opérations économiques qui ne donnent pas lieu à un échange entre unités économiques. Ainsi, un actif réel ou financier peut être transféré sans contrepartie apparente ou immédiate. Par exemple, du matériel ou des fournitures médicaux qui font l'objet d'un don d'une unité à une autre ou d'un pays à un autre; autre exemple, les impôts qui sont versés par les unités économiques d'un pays aux administrations publiques de ce pays. Bien qu'il n'y ait pas deux flux à proprement parler dans ces cas, les systèmes de comptes enregistrent néanmoins deux aspects du même flux. Ainsi, dans le cas d'un don d'un actif réel ou financier on enregistre, d'une part, le flux de bien ou le service rendu (don en nature), ou bien le versement de liquidités (don en espèces), et, d'autre part, sa contrepartie appelée *transfert sans contrepartie* ou *don*, selon les systèmes de comptes macroéconomiques.

En outre, le concept d'opération économique est élargi de façon à couvrir certaines opérations qui ont lieu au sein d'une même unité économique. C'est le cas en comptabilité nationale, contrairement aux autres systèmes de comptes. Par exemple, un agriculteur peut produire des denrées pour sa propre consommation, ou un entrepreneur peut construire un hangar pour sa propre utilisation, ou un particulier peut occuper le logement dont il est le propriétaire (service de logement). Dans chacun de ces cas, aucun paiement n'est effectué par le consommateur/ investisseur, ni n'est perçu par le producteur. Cependant, ces opérations économiques qui ont lieu au sein des mêmes unités économiques se traduisent par des opérations qui sont enregistrées en comptabilité nationale. On admet que l'agriculteur a vendu, en tant que producteur, sa production à lui-même, en tant que consommateur. De même, on suppose que l'entrepreneur a vendu, en tant que producteur, son équipement à lui-même, en tant qu'investisseur. Enfin, le loyer implicite du logement occupé par son propriétaire est inclus à la fois dans la production et la consommation. Ce traitement revient à augmenter la production,

l'investissement ou la consommation du montant produit et utilisé par la même unité économique, en faisant abstraction du fait que le produit ait été échangé (vendu) ou pas.

c. Classification

Les quatre systèmes de comptes comportent, malgré des appellations différentes, des concepts proches et dont les grandes catégories se correspondent. Une des distinctions des plus fondamentales entre opérations dans tous les systèmes de comptes macroéconomiques est celle qui distingue les opérations qui portent sur les actifs réels—les *opérations non financières*—de celles qui portent sur les actifs financiers—les *opérations financières*.

Le schéma de correspondance (tableau 6.1) indique que :

- les opérations non financières correspondent aux opérations sur biens et services et opérations de répartition dans les comptes nationaux, aux opérations non remboursables en statistiques de finances publiques, et aux opérations courantes de la balance des paiements.
- les opérations financières des comptes nationaux correspondent aux opérations remboursables des statistiques de finances publiques, aux opérations de capital et financières de la balance des paiements, et aux opérations de bilan en termes d'avoirs et engagements de la situation monétaire.
- la correspondance vaut également pour les soldes, puisque la capacité ou le besoin de financement (le solde du compte de capital) des comptes nationaux est équivalent à l'excédent ou au déficit des statistiques de finances publiques (sans tenir compte des *Prêts moins recouvrements*) et au solde du compte courant de la balance des paiements.

d. Moment d'enregistrement des opérations

En ce qui concerne le moment d'enregistrement des opérations, celles qui figurent dans les comptes nationaux et dans la balance des paiements sont enregistrées sur la base des faits générateurs, c'est-à-dire à la date à laquelle l'engagement ou l'obligation est encouru ou bien où le droit ou engagement économique est constaté—on parle alors de *droits constatés*—et non à la date où il est réglé. Les statistiques

monétaires, étant donné qu'elles sont établies à partir de bilans préparés selon les règles de la comptabilité commerciale, sont elles aussi, souvent, établies sur la base des faits générateurs. Toutefois, la plupart des opérations bancaires étant exécutées immédiatement au comptant, cette distinction n'a que peu d'importance dans la pratique.

Exemples :

- Dans les comptes nationaux, on enregistre la production au moment (pendant la période) où elle est produite et non au moment où elle est vendue.
- Dans la balance des paiements, les importations ou les intérêts sont enregistrés au moment où il y a transfert de propriété ou bien au moment où l'obligation est contractée (l'échéance est due) et non au moment où le règlement ou le paiement est effectué.

En ce qui concerne le moment d'enregistrement des opérations en statistiques de finances publiques, la question fait actuellement l'objet d'une révision méthodologique. Jusqu'à présent le moment d'enregistrement recommandé était, contrairement aux autres systèmes de comptes, le moment de l'*encaissement* ou du *décaissement* qui était retenu (la base caisse). Ceci comportait l'avantage de la simplicité et de la clarté, et donc de la comparabilité internationale. Cependant, ce traitement comportait aussi les inconvénients de ne pas faire apparaître les opérations en nature, la variation des arriérés de paiements et plus généralement de ne pas se raccorder directement avec les autres systèmes de comptes. Afin de pallier à ces inconvénients, il est maintenant recommandé d'enregistrer les opérations de statistiques de finances publiques sur la base des droits constatés (ou du fait générateur), comme dans les autres systèmes de comptes macroéconomiques.

III. Relations entre les comptes macroéconomiques et illustration des trois approches de la balance des paiements

Les comptes macroéconomiques et leurs correspondances vont permettre d'établir des relations fondamentales entre certains agrégats. Ces relations reflètent trois approches possibles de la balance des paiements, à savoir, l'*approche par l'absorption*, l'*approche dite fiscale* (ou de l'équilibre épargne-investissement), et l'*approche monétaire*.

1. Relations entre les comptes nationaux et la balance des paiements

Les comptes nationaux retracent les opérations entre les secteurs nationaux et l'extérieur dans un compte appelé le compte du *Reste du monde*. Ce compte retrace les opérations entre unités résidentes et unités non résidentes. En principe, ce compte est identique, à des considérations de présentation près, à la balance des paiements qui est d'ailleurs la source directe pour son élaboration. Si le lien est direct en ce qui concerne l'élaboration des données relatives à l'extérieur entre les deux systèmes de comptes, leur rapprochement est particulièrement intuitif au niveau conceptuel. Ainsi, à partir de l'identité comptable fondamentale entre ressources et emplois (cf. chapitre 2), on peut dégager deux relations comptables qui jouent un rôle majeur dans l'analyse macroéconomique (cf. encadré 6.1). La première de ces relations relie le solde courant de la balance des paiements à l'écart entre le revenu et la dépense des comptes nationaux. La seconde relie ce même solde à l'écart entre l'épargne nationale et l'investissement.

On a vu (cf. encadré 6.1) que le PIB est égal à la somme de la demande intérieure finale, ou absorption (A), et du solde des échanges de biens et services non facteurs ($X-M$). Il en résulte que ce dernier est égal à l'écart entre le PIB et l'absorption.

En ajoutant au deux membres de cette équation le revenu net des facteurs (RNF) et les transferts courants nets (TRN), on obtient (cf. encadré 6.1) une identité comptable selon laquelle le solde courant de la balance des paiements est égal à l'écart entre le revenu national disponible brut (RNDB) et la demande intérieure finale (A). On remarque en effet que la somme du PIB, du revenu net des facteurs et des transferts courants nets n'est autre que le revenu national disponible brut (RNDB). Par ailleurs, la somme du solde des échanges de biens et services, des revenus nets de facteurs et des transferts courants est, par définition, égale au solde courant de la balance des paiements (CA). Cette équation constitue le fondement de ce qu'on appelle l'*approche par l'absorption de la balance des paiements*.

$$RNDB - A = CA. \quad (6.1)$$

Interprétation économique et conséquences pour la politique économique :

Au niveau de l'observation des données d'un pays, on peut dire que tout déficit du compte courant de la balance des paiements reflète un excès de l'absorption par rapport au revenu disponible, ou bien une insuffisance du revenu disponible pour un niveau donné d'absorption.

Ceci revient à dire que les déséquilibres de balance des paiements ont un lien avec les politiques économiques propres au pays. En d'autres termes, les solutions aux problèmes de déséquilibre extérieur devront être recherchées dans le choix ou la modification des politiques économiques du pays. Ainsi, si un pays a un problème de balance des paiements, il pourra chercher :

- soit à agir à court terme sur l'absorption intérieure en mettant en oeuvre des politiques de gestion de la demande (aussi appelées *politiques macroéconomiques*) notamment des politiques budgétaire et monétaire, ou des politiques de taux de change;
- soit à agir à moyen et long termes sur la production en menant des politiques de gestion de l'offre (aussi appelées *politiques structurelles*) telles que les politiques de libéralisation des prix, du marché du travail, de réforme financière, ou de libéralisation des échanges, qui améliorent le fonctionnement des marchés des biens et services, du travail, financier et des changes ou en menant des politiques actives de taux de change afin de modifier les prix relatifs.

La seconde relation est établie également à partir de l'identité comptable fondamentale entre ressources et emplois (cf. encadré 6.2). En soustrayant du PIB les dépenses de consommation finale, on obtient l'*épargne intérieure*. La différence entre l'épargne intérieure et l'investissement² est l'égal au solde entre exportations et importations de biens et services non facteurs.

En ajoutant comme ci-dessous le revenu net des facteurs et les transferts courants nets aux deux membres de l'équation qui précède, on remarque de même que le solde courant de la balance des paiements (CA) est égal à l'écart entre l'*épargne nationale* et l'investissement.

Les relations de l'encadré 6.2 peuvent également être obtenues en partant du revenu national disponible brut.

En effet, par définition :

$$RNDB = C + S,$$

ou bien :

$$S = RNDB - C.$$

²Comprenant la formation brute de capital fixe et la variation des stocks.

Encadré 6.1.

Illustration de l'approche par l'absorption de la balance des paiements¹

Partant de l'égalité comptable entre ressources et emplois de biens et services :

$$\begin{aligned} \text{sachant que :} & \quad \text{PIB} + \text{M} = \text{C} + \text{I} + \text{X} \\ & \quad \text{A} = \text{C} + \text{I} \\ \text{on peut écrire :} & \quad \text{PIB} + \text{M} = \text{A} + \text{X} \\ \text{on peut déduire :} & \quad \text{PIB} = \text{A} + (\text{X} - \text{M}) \\ \text{ou encore :} & \quad \text{PIB} - \text{A} = (\text{X} - \text{M}) \end{aligned}$$

En ajoutant aux deux membres de cette identité le solde du revenu des facteurs et celui des transferts courants avec le reste du monde, on a :

$$\text{PIB} + \text{RNF} + \text{TRN} - \text{A} = (\text{X} - \text{M}) + \text{RNF} + \text{TRN}$$

et donc : $\text{RNDB} - \text{A} = \text{CA}$

¹On rappelle que :

PIB	:	produit intérieur brut	A	:	absorption
C	:	consommation finale	RNF	:	revenus nets des facteurs
I	:	investissement brut	TRN	:	transferts courants nets
X	:	exportations de biens et services non facteurs	RNDB	:	revenu national disponible brut
M	:	importations de biens et services non facteurs	CA	:	solde courant de la balance des paiements

Encadré 6.2.

Illustration de l'approche fiscale de la balance des paiements ou approche épargne-investissement de la balance des paiements

En tenant compte du fait que : $\text{PIB} + \text{M} = \text{C} + \text{I} + \text{X}$

on obtient :

$$\begin{aligned} \text{PIB} &= \text{C} + \text{I} + (\text{X} - \text{M}) \\ \text{PIB} - \text{C} - \text{I} &= (\text{X} - \text{M}) \\ \text{S}_i - \text{I} &= (\text{X} - \text{M}) \end{aligned}$$

où S_i est l'épargne intérieure brute.

En ajoutant aux deux membres de cette identité le solde du revenu des facteurs et celui des transferts courants avec le reste du monde, on a :

$$\text{PIB} + \text{RNF} + \text{TRN} - \text{C} - \text{I} = (\text{X} - \text{M}) + \text{RNF} + \text{TRN}$$

donc: $\text{RNDB} - \text{C} - \text{I} = \text{CA}$

et : $\text{S} - \text{I} = \text{CA}$

où S est l'épargne nationale brute.

En décomposant l'épargne et l'investissement entre le secteur des administrations publiques (g) et le secteur privé (p), on a :

$$(\text{S}_g + \text{S}_p) - (\text{I}_g + \text{I}_p) = \text{CA}$$

ou bien, en groupant les secteurs :

$$(\text{S}_g - \text{I}_g) + (\text{S}_p - \text{I}_p) = \text{CA}$$

On note, comme indiqué précédemment, que le secteur privé comprend les ménages, les entreprises privées proprement dites et les entreprises publiques qui ne font pas partie des administrations publiques (cf. chapitre 4).

Sachant que :

$$\text{RNDB} = \text{PIB} + \text{RNF} + \text{TRN},$$

et que :

$$\text{PIB} = \text{C} + \text{I} + \text{X} - \text{M},$$

on obtient :

$$\text{S} = \text{RNDB} - \text{C},$$

$$\text{S} = \text{PIB} + \text{RNF} + \text{TRN} - \text{C},$$

$$\text{S} = \text{C} + \text{I} + \text{X} - \text{M} + \text{RNF} + \text{TRN} - \text{C},$$

$$\text{S} = \text{I} + \text{X} - \text{M} + \text{RNF} + \text{TRN},$$

et donc :

$$\text{S} - \text{I} = \text{CA} \tag{6.2}$$

et :

$$(\text{S}_g - \text{I}_g) + (\text{S}_p - \text{I}_p) = \text{CA}. \tag{6.3}$$

Ces deux dernières constituent ce qu'on appelle l'approche fiscale de la balance des paiements ou l'approche épargne-investissement de la balance des paiements.

Interprétation économique et conséquences pour la politique économique :

Si pour un pays et une période donnés, on observe un déficit du compte courant de la balance des paiements, il peut être interprété soit comme une insuffisance de l'épargne par rapport à un niveau d'investissement donné, soit comme un excès d'investissement pour un niveau donné d'épargne. La ventilation entre le secteur des administrations publiques et le secteur privé permet d'identifier si l'écart entre l'épargne et l'investissement provient surtout du secteur des administrations publiques ou du secteur privé. Ceci vaut bien sûr pour les deux concepts d'épargne, intérieure ou nationale. Il convient de noter que les identités comptables sont toujours vérifiées ex post et qu'elles n'expliquent pas comment l'épargne, l'investissement et le solde du compte courant de la balance des paiements s'équilibrent.

Si on admet un lien entre l'écart épargne-investissement et le solde du compte courant extérieur, la politique économique appropriée pour résorber l'éventuel solde déficitaire est d'augmenter l'épargne et/ou de contenir l'investissement. La ventilation de l'épargne et de l'investissement entre les secteurs publics et privés permet de différencier entre plusieurs situations que l'on peut schématiser pour une période donnée par deux cas types.

$$\begin{array}{l} \text{1er cas :} \\ (S_g - I_g) + (S_p - I_p) = CA. \\ < 0 \qquad \qquad < 0 \end{array} \quad (6.4)$$

Dans ce premier cas, *le déficit du compte courant reflète essentiellement le déficit de finances publiques*. La coexistence d'un déficit de finances publiques et d'un déficit du compte courant extérieur est parfois qualifié de "déficits jumeaux". Ce cas se présente dans certains pays (par exemple, les Etats-Unis pendant les années 1980). La politique à mener pour réduire le déficit extérieur peut donc être de réduire le déficit de finances publiques.

Il faut se garder cependant de voir une relation de causalité entre déficit budgétaire et déficit extérieur. Un accroissement du déficit budgétaire peut en effet provoquer (par effet d'éviction) une diminution de l'investissement privé. Par ailleurs, si les agents économiques privés anticipent un alourdissement futur de la charge fiscale face au surcroît de service de la dette à assurer du fait de la détérioration du solde budgétaire, ils peuvent décider d'accroître leur épargne (ceci correspond à l'*équivalence ricardienne* : il y a équivalence entre la couverture des dépenses de l'Etat par les impôts ou l'emprunt, car en effet, tout emprunt qui couvre un déficit de la période présente devra être servi par l'impôt dans des périodes ultérieures). Dans les deux cas qui

viennent d'être décrits, une aggravation du déficit budgétaire est au moins en partie compensée par un accroissement de l'excédent de l'épargne privée sur l'investissement privé, plutôt que par une détérioration du solde des transactions courantes.

$$\begin{array}{l} \text{2ième cas :} \\ (S_g - I_g) + (S_p - I_p) = CA. \\ < 0 \qquad \qquad < 0 \end{array} \quad (6.5)$$

Dans ce deuxième cas, *le déficit du compte courant reflète essentiellement un déficit du secteur privé*. Cette situation n'est, en général, pas observable dans des pays sur de longues périodes car les agents qui opèrent sur les marchés financiers cessent rapidement de prêter à des agents déficitaires. Elle peut cependant refléter un stade particulier de développement d'un pays où le niveau d'investissement, ou parfois de consommation, est très élevé et est financé par des entrées de capitaux équivalentes.

2. Relations entre les comptes nationaux, la balance des paiements et les statistiques de finances publiques

a. Comptes nationaux et statistiques de finances publiques

Les deux systèmes de comptes ont en commun le secteur des administrations publiques. Cependant la définition est quelque peu différente puisque les comptes nationaux suivent une définition *institutionnelle* (le secteur institutionnel des administrations publiques est un ensemble d'unités institutionnelles) alors que les statistiques de finances publiques retiennent une définition *fonctionnelle*. Ainsi, si des opérations qu'effectue l'Etat dans un pays donné relèvent d'autres fonctions que celles qui définissent le secteur des administrations publiques,³ il est recommandé de les exclure du champ des administrations publiques. En particulier, il s'agit essentiellement des opérations relevant d'activités marchandes qui sont exclues ou traitées nettes dans les statistiques de finances publiques, et des opérations correspondant à des fonctions monétaires qui sont exclues des statistiques de finances publiques, alors que ces opérations

³A savoir : "La fonction principale des administrations publiques est de mettre en oeuvre les politiques des pouvoirs publics en produisant des services non marchands destinés principalement à la consommation collective et en effectuant des transferts de revenus, ces activités étant essentiellement financées par des prélèvements obligatoires sur les unités d'autres secteurs". Cf. chapitre 4, section II.

figurent dans le compte des administrations publiques des comptes nationaux. Une deuxième différence concerne le fait que les statistiques de finances publiques enregistrent des opérations effectives et non des opérations imputées (comme, par exemple, dans le cas du circuit des cotisations sociales imputées en comptabilité nationale). Une troisième différence concerne les nomenclatures, en particulier, fiscales : la classification est faite selon la base d'imposition en statistique de finances publiques, alors qu'elle reflète plutôt le stade dans le processus de production dans les comptes nationaux. Enfin, le moment d'enregistrement des opérations est en passe d'être uniformisé entre les deux systèmes. Il est en effet prévu que le moment d'enregistrement des opérations de statistiques de finances publiques, antérieurement sur la base caisse, soit uniformisé avec les autres systèmes de comptes, c'est-à-dire qu'il retienne la base des droits constatés.

b. Statistiques de finances publiques et balance des paiements

Les opérations des administrations publiques avec l'étranger (unités non résidentes) figurent dans les statistiques de finances publiques et dans la balance des paiements. Les opérations communes les plus courantes sont les emprunts publics extérieurs, le paiement d'intérêt et l'amortissement (le remboursement) de la dette publique extérieure, les dons reçus de, ou versés à, l'étranger. Ici encore, le moment d'enregistrement est en passe d'être uniformisé entre les deux systèmes, et donc l'émergence éventuelle d'arriérés de paiements, ou leur extinction, pourra figurer dans les deux systèmes de façon cohérente.

3. Relations entre la situation monétaire et les autres comptes macroéconomiques

La situation monétaire diffère des autres systèmes de comptes en ce qu'elle s'intéresse uniquement aux opérations financières, et qu'elle les présente sous forme d'encours (ou de stocks) et non sous forme de flux ou de variations d'encours. Il peut également y avoir des divergences entre les systèmes de comptes au niveau pratique.

La situation monétaire et les statistiques de finances publiques peuvent comporter des divergences qui reflètent notamment : (1) le champ couvert entre les deux systèmes qui est parfois différent : ainsi, il arrive que des comptes du Trésor ne recouvrent pas nécessairement les mêmes unités

ou organismes que les comptes recensés par la banque centrale dans la *position nette du gouvernement* (PNG); (2) des moments d'enregistrement des opérations qui sont légèrement différents, par exemple la réception d'un transfert extérieur qui est déjà enregistré dans les comptes de l'Etat à la banque centrale et non encore enregistré dans les comptes du Trésor; (3) des différences d'évaluation de créances bancaires sur l'Etat, par exemple dans le cas de transactions de titres négociables sur le marché des capitaux que les administrations publiques évaluent à leur valeur nominale (car ils seront remboursés à cette valeur) alors que les banques les évaluent fréquemment à leur coût d'acquisition ou au prix du marché.

La situation monétaire et la balance des paiements peuvent également comporter des divergences de présentation : (1) en ce qui concerne les avoirs extérieurs nets (AEN) de la balance des paiements qui sont soit ceux de la seule banque centrale, soit ceux de la banque centrale et des banques commerciales, selon que l'on considère que les autorités monétaires sont en mesure de contrôler les avoirs extérieurs des banques commerciales et que les banques commerciales sont prêtes à négocier des emprunts extérieurs à la demande des autorités monétaires pour protéger la balance des paiements; (2) en ce qui concerne les ajustements de réévaluation des avoirs extérieurs nets, nécessaires pour réconcilier la situation monétaire et la balance des paiements, ils s'effectuent (d'après le nouveau manuel de la balance des paiements) par l'intermédiaire du nouveau compte qui retrace la *position extérieure globale nette* (cf. chapitre 3).

S'il y a quelques divergences entre les comptes monétaires et les autres systèmes de comptes, il y a aussi correspondance. En particulier, la situation monétaire retrace le crédit net bancaire à l'Etat dont la variation est une des composantes du financement du solde de finances publiques. La situation monétaire retrace les avoirs extérieurs nets des engagements extérieurs qui figurent aussi, en termes de variations, dans la balance des paiements. Cette correspondance est développée ci-après.⁴

La situation monétaire peut être schématisée, en omettant les autres postes nets, par l'équation de bilan suivante :

$$\text{Passif} = \text{Actif},$$

$$M2 = CIR + AEN,$$

⁴Alors que pour diverses raisons les données sur les avoirs extérieurs nets de la situation monétaire et de la balance des paiements peuvent parfois diverger sur le passé, les données doivent être cohérentes en prévision.

où :

$M2$: monnaie et quasi-monnaie;

CIR : crédit intérieur;

AEN : avoirs extérieurs nets;

ou bien en termes de variations :

$$\Delta M2 = \Delta CIR + \Delta AEN, \quad (6.6)$$

ou encore :

$$\Delta AEN = \Delta M2 - \Delta CIR. \quad (6.7)$$

Si l'on admet que la variation de la masse monétaire ($\Delta M2$) est déterminée par la demande de monnaie, on peut établir un lien direct entre la variation de crédit (ΔCIR) en tant qu'instrument de politique économique et le solde global de la balance des paiements (ΔAEN) en tant qu'objectif de cette politique. Plus précisément, le solde global de la balance des paiements sera positif si la variation de crédit à l'économie est inférieure à la variation de la masse monétaire. En termes de politique économique, le redressement de la balance des paiements fera appel à un plafonnement du crédit intérieur.

Cette troisième approche s'appelle l'*approche monétaire de la balance des paiements* (cf. encadré 6.3).

IV. Schéma des interrelations entre les comptes macroéconomiques et le tableau des flux économiques et financiers

Le tableau des interrelations entre comptes macroéconomiques peut être construit à partir des données sur les principaux secteurs de l'économie, en décomposant leurs opérations entre opérations non financières et opérations financières. Le tableau se caractérise par le fait que toute colonne et toute ligne est égale à zéro. Le tableau permet de dégager les déséquilibres des opérations non financières de chaque secteur, ainsi que le déséquilibre global de ces opérations—la résultante—pour l'ensemble de l'économie. Il permet de mettre en relief la couverture du solde des opérations non financières par les opérations financières, et de montrer comment (par quels instruments) les secteurs excédentaires prêtent leur épargne aux secteurs déficitaires.

Ce tableau permet aussi, de mettre en évidence le mécanisme de transmission des politiques financières (dont les variables figurent dans la

moitié inférieure du tableau : opérations financières) sur les variables réelles, tels que PIB, consommation, investissement, exportations, importations (dont les variables figurent dans la moitié supérieure du tableau : opérations non financières) dans le contexte d'une économie de marché. Au contraire, dans une économie centralisée, la planification agit directement sur les variables réelles, sachant que les variables financières ne font que refléter celles-là.

Les différentes versions du tableau permettent aussi d'illustrer les trois approches de la balance des paiements, par l'absorption, fiscale et monétaire (cf. tableaux 6.3, 6.4 et 6.5 dont les caractères en gras sont spécifiques à chaque approche). En pratique, les données ne sont pas toujours parfaitement cohérentes pour des raisons conceptuelles (cf. les sections précédentes) et statistiques. Il convient de choisir les données que l'on juge les meilleures, et donc de procéder à un *arbitrage* entre données si elles sont incohérentes, sachant que l'écart statistique figurera sur la ligne autres postes. La confection de ces tableaux pour plusieurs années successives permet d'avoir une vision globale de l'évolution des déséquilibres macroéconomiques d'une économie donnée.

V. Exercice et thème de réflexion

Exercice

L'objet de cet exercice est de dresser des tableaux sur les interrelations des principaux agrégats macroéconomiques de la Tunisie et de commenter l'évolution de ces agrégats sur la période 1990–92.

Préparer le tableau 6.6 pour la Tunisie pour les années 1990, 1991 et 1992. Pour ce faire, on utilisera les tableaux des comptes nationaux, de la balance des paiements, des opérations financières de l'Etat et de la situation monétaire (respectivement tableaux 6.7 à 6.10) ainsi que le tableau de calcul 6.11. En cas d'incohérence entre les données, on utilisera les données que l'on jugera les plus fiables.

1. Commencer par reporter et calculer les opérations non financières pour l'ensemble des secteurs (colonne comptes nationaux du tableau 6.6), puis pour le secteur des administrations publiques, le secteur privé, et enfin le reste du monde. Le tableau 6.11 fournit le mode de calcul du revenu disponible brut des administrations publiques. A titre de simplification, on néglige les opérations non financières du secteur bancaire.

Encadré 6.3.

Illustration de l'approche monétaire de la balance des paiements

Cette approche permet d'établir un lien entre la variation des avoirs extérieurs nets (ΔAEN) et la différence entre la variation de la demande de monnaie ($\Delta M2_D$) et la variation du crédit intérieur (ΔCIR). L'hypothèse est qu'il s'agit d'une petite économie ouverte dont les taux de changes sont fixes.

On établit trois relations :

- à partir de la relation de bilan simplifiée de la situation monétaire on peut écrire que :

$$M2 = AEN + CIR$$

$$\Delta M2 = \Delta AEN + \Delta CIR$$

et donc :

- on suppose que la demande de monnaie (en termes réels) est une fonction d'un nombre limité de variables, en particulier du revenu réel (variable d'échelle, relation positive) et des taux d'intérêts nominaux (variable coût d'opportunité, relation négative).

On estime cette relation par la relation simplifiée :

$$\frac{M2_D}{P} = k \frac{PIB}{P},$$

où : k = coefficient de liquidité (inverse de la vitesse de circulation de la monnaie)

soit :

$$\frac{\Delta M2_D}{P} = k \Delta Y.$$

- on définit l'équilibre sur le marché monétaire entre l'offre de monnaie ($M2$) et demande de monnaie ($M2_D$).

ou bien :

$$M2 = M2_D$$

$$\Delta M2 = \Delta M2_D$$

on en déduit que :

$$\Delta AEN = \Delta M2_D - \Delta CIR$$

objectif
donnée
instrument

ou

constante

On dira qu'il y a accroissement des avoirs extérieurs nets, c'est-à-dire que le solde global de la balance des paiements enregistrera un excédent, dans la mesure où la variation du crédit intérieur est inférieure à la variation du stock de monnaie. Cette approche est appelée l'approche monétaire de la balance des paiements.

- Ensuite, calculer le solde des opérations non financières du secteur des administrations publiques, du secteur privé et du reste du monde.
- Enfin, reporter dans le tableau 6.6 les opérations financières des secteurs et équilibrer les lignes et les colonnes pour que leur somme arithmétique soit égale à zéro.

Thème de réflexion

Analyser et commenter les tableaux en identifiant les déséquilibres des soldes non financiers ainsi que la ou les origines possibles de ces déséquilibres. Commenter l'évolution de ces soldes et leur couverture financière. Y a-t-il eu intermédiation financière croissante au cours des trois années?

Tableau 6.1.
Correspondance entre les catégories d'opérations des quatre systèmes de comptes macroéconomiques

	Comptes nationaux		Balance des paiements		Statistiques de finances publiques		Situation monétaire
	Flux ou variations d'encours		de finances publiques		Encours		
Opérations non financières	Opérations sur biens et services (production, consommation, investissement, exportations,...)	Opérations de répartition (salaires, intérêts, subventions, transferts,...)	Opérations courantes (exportations, importations, services, transferts,...)	Opérations non remboursables (impôts, dons, dépenses courantes, salaires, intérêts, subventions, dépenses en capital,...)			
Soldes	Capacité ou besoin de financement (Solde du compte de capital)	Solde du compte courant	Solde de finances publiques, ou excédent/déficit ¹				
Opérations financières	Opérations financières (variation de la monnaie, des crédits à court terme,...)	Opérations de capital et financières (investissements directs, emprunts à moyen et long termes, variation des réserves,...)	Opérations remboursables (prêts moins recouvrements, emprunts extérieurs, amortissements, crédit bancaire, emprunts non bancaires,...)	Bilan des avoirs et engagements (avoirs extérieurs nets, crédit net à l'Etat, crédit à l'économie, monnaie et quasi-monnaie,...)			

¹A l'exception des Prêts moins recouvrements qui constituent des opérations remboursables mais qui sont en général classés au-dessus de la ligne (car ils "déterminent" le solde, et ne servent pas à le financer).

Tableau 6.2.
Schéma des flux économiques et financiers¹

	Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde	Σ
Revenu national disponible brut ²	$-RNDB$	T	$RNDBp$			0
Consommation	C	$-Cg$	$-Cp$			0
Investissement brut	I	$-Ig$	$-Ip$			0
Exportations (b. et s.n.f.) ³	X				$-X$	0
Importations (b. et s.n.f.) ³	$-M$				M	0
Services facteurs (net)	RNF				$-RNF$	0
Transferts (net)	TRN				$-TRN$	0
Solde des opérations non financières		$Sg - Ig$	$Sp - Ip$		$-(X - M + RNF + TRN)$	0
Financement extérieur :						
Investissements directs			IDE		$-IDE$	0
Capitaux à moyen et long termes (net)		ΔKMg	ΔKMp		$-\Delta KM$	0
Capitaux à court terme (net)		ΔKCg	$\Delta K Cp$		$-\Delta KC$	0
Allègement de la dette		ΔADg	ΔADp		$-\Delta AD$	0
Variation des avoirs extérieurs nets				$-\Delta AEN$	ΔAEN	0
Financement intérieur :						
Crédit intérieur		$\Delta CIRg$	$\Delta CIRp$	$-\Delta CIR$		0
Variation de la masse monétaire			$-\Delta M2$	$\Delta M2$		0
Financement intérieur non bancaire		ΔFNB	$-\Delta FNB$			0
Autres postes		APg	APp	APb	$-AP$	0
Σ	0	0	0	0	0	0

¹Conventions : pour les flux : entrées : + ; sorties : -

pour les variations de stocks : ↗ engagements ou ↘ avoirs : + ; ↖ avoirs ou ↙ engagements : -

²Revenu national disponible brut = PIB + Services facteurs (net) + Transferts (net).

³B. et s.n.f. = biens et services non facteurs.

Tableau 6.3.

Schéma des flux économiques et financiers—illustration de l'approche par l'absorption de la balance des paiements

	Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde	Σ
Revenu national disponible brut ¹	$-RNDB$	T	$RNDBp$			0
Consommation	C	$-Cg$	$-Cp$			0
Investissement brut	I	$-Ig$	$-Ip$			0
Exportations (b. et s.n.f.) ²	X				$-X$	0
Importations (b. et s.n.f.)	$-M$				M	0
Services facteurs (net)	RNF				$-RNF$	0
Transferts (net)	TRN				$-TRN$	0
Solde des opérations non financières		$Sg - Ig$	$Sp - Ip$		$= - (X - M + RNF + TRN)$	0
Financement extérieur :						
Investissements directs			IDE		$-IDE$	0
Capitaux à moyen et long termes (net)		ΔKMg	ΔKMp		$-\Delta KM$	0
Capitaux à court terme (net)		ΔKCg	$\Delta K Cp$		$-\Delta KC$	0
Allègement de la dette		ΔADg	ΔADp		$-\Delta AD$	0
Variation des avoirs extérieurs nets				$-\Delta AEN$	ΔAEN	0
Financement intérieur :						
Crédit intérieur		$\Delta CIRg$	$\Delta CIRp$	$-\Delta CIR$		0
Variation de la masse monétaire			$-\Delta M2$	$\Delta M2$		0
Financement intérieur non bancaire		ΔFNB	$-\Delta FNB$			0
Autres postes		APg	APp	APb	$-AP$	0
Σ	0	0	0	0	0	0

¹Revenu national disponible brut = PIB + Services facteurs (net) + Transferts (net).

²B. et s.n.f. = biens et services non facteurs.

Tableau 6.4.

Schéma des flux économiques et financiers—illustration de l'approche fiscale de la balance des paiements

	Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde	Σ
Revenu national disponible brut ¹	$-RNDB$	T	$RNDBp$			0
Consommation	C	$-Cg$	$-Cp$			0
Investissement brut	I	$-Ig$	$-Ip$			0
Exportations (b. et s.n.f.) ²	X				$-X$	0
Importations (b. et s.n.f.)	$-M$				M	0
Services facteurs (net)	RNF				$-RNF$	0
Transferts (net)	TRN				$-TRN$	0
Solde des opérations non financières		$Sg - Ig$	$Sp - Ip$		$= - (X - M + RNF + TRN)$	0
Financement extérieur :						
Investissements directs			IDE		$-IDE$	0
Capitaux à moyen et long termes (net)		ΔKMg	ΔKMp		$-\Delta KM$	0
Capitaux à court terme (net)		ΔKCg	$\Delta K Cp$		$-\Delta KC$	0
Allègement de la dette		ΔADg	ΔADp		$-\Delta AD$	0
Variation des avoirs extérieurs nets				$-\Delta AEN$	ΔAEN	0
Financement intérieur :						
Crédit intérieur		$\Delta CIRg$	$\Delta CIRp$	$-\Delta CIR$		0
Variation de la masse monétaire			$-\Delta M2$	$\Delta M2$		0
Financement intérieur non bancaire		ΔFNB	$-\Delta FNB$			0
Autres postes		APg	APp	APb	$-AP$	0
Σ	0	0	0	0	0	0

¹Revenu national disponible brut = PIB + Services facteurs (net) + Transferts (net).

²B. et s.n.f. = biens et services non facteurs.

Tableau 6.5.

Schéma des flux économiques et financiers—illustration de l'approche monétaire de la balance des paiements

	Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde	Σ
Revenu national disponible brut ¹	$-RNDB$	T	$RNDBp$			0
Consommation	C	$-Cg$	$-Cp$			0
Investissement brut	I	$-Ig$	$-Ip$			0
Exportations (b. et s.n.f.) ²	X				$-X$	0
Importations (b. et s.n.f.)	$-M$				M	0
Services facteurs (net)	RNF				$-RNF$	0
Transferts (net)	TRN				$-TRN$	0
Solde des opérations non financières		$Sg - Ig$	$Sp - Ip$		$= - (X - M + RNF + TRN)$	0
Financement extérieur :						
Investissements directs			IDE		$-IDE$	0
Capitaux à moyen et long termes (net)		ΔKMg	ΔKMp		$-\Delta KM$	0
Capitaux à court terme (net)		ΔKCg	$\Delta K Cp$		$-\Delta KC$	0
Allègement de la dette		ΔADg	ΔADp		$-\Delta AD$	0
Variation des avoirs extérieurs nets				$-\Delta AEN$	ΔAEN	0
Financement intérieur :						
Crédit intérieur		$\Delta CIRg$	$\Delta CIRp$	$-\Delta CIR$		0
Variation de la masse monétaire			$-\Delta M2$	$\Delta M2$		0
Financement intérieur non bancaire		ΔFNB	$-\Delta FNB$			0
Autres postes		APg	APp	APb	$-AP$	0
Σ	0	0	0	0	0	0

¹Revenu national disponible brut = PIB + Services facteurs (net) + Transferts (net).

²B. et s.n.f. = biens et services non facteurs.

Tableau 6.6.
Tunisie : Flux économiques et financiers, 1990-92
(En millions de dinars)

	1990				
	Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde
Revenu national disponible brut ¹					
Consommation					
Investissement brut					
Exportations (b. et s.n.f.) ²					
Importations (b. et s.n.f.) ²					
Services facteurs (net)					
Transferts (net)					
<hr/>					
Solde des opérations non financières (= S - I)					
<hr/>					
Prêts nets					
Financement extérieur					
Investissements directs					
Capitaux à moyen et long termes (net)					
Capitaux à court terme (net)					
Allègement de la dette					
Variation des avoirs extérieurs nets					
Financement intérieur					
Crédit intérieur					
Variation de la masse monétaire					
Financement intérieur non bancaire					
Autres postes					

¹Revenu national disponible brut = PIB + Services facteurs (net) + Transferts (net).

²B. et s.n.f. = biens et services non facteurs.

		1991			1992				
Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde	Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde

Tableau 6.7.

Tunisie : Origine et emploi des ressources, 1986–92*(En millions de dinars à prix courants)*

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Consommation	5.882,0	6.429,0	6.969,0	7.860,0	8.887,0	9.947,0	11.087,0
Secteur privé ¹	4.955,0	5.438,0	5.970,0	6.703,0	7.642,2	8.503,2	9.496,7
Administration centrale	927,0	991,0	999,0	1.157,0	1.244,8	1.443,8	1.590,3
Formation brute de capital fixe	1.685,0	1.620,0	1.680,0	2.000,0	2.515,0	2.727,0	3.492,4
Secteur privé ¹	1.291,0	1.299,0	1.232,0	1.597,0	2.016,6	2.030,0	2.932,4
Administration centrale	394,0	321,0	448,0	403,0	498,4	697,0	560,0
Variations des stocks	-36,0	27,0	5,0	182,0	381,3	109,5	314,1
Demande intérieure	7.531,0	8.067,0	8.654,0	10.042,0	11.783,3	12.783,5	14.893,5
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	2.161,0	2.799,0	3.639,0	4.254,0	4.591,9	4.710,9	5.291,4
Importations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	2.671,0	2.878,0	3.608,0	4.634,0	5.385,2	5.300,4	6.256,9
PIB aux prix du marché	7.021,0	7.997,0	8.685,0	9.661,0	10.990,0	12.194,0	13.928,0
Solde des revenus de facteurs et des transferts courants avec l'étranger	-50,0	-2,0	52,0	66,0	213,1	54,2	136,2
Revenu national disponible brut	6.971,0	7.995,0	8.737,0	9.727,0	11.203,1	12.248,2	14.064,2

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.

¹Inclut toutes les unités économiques autres que l'administration centrale.

Tableau 6.8.
Tunisie : Balance des paiements, 1988–92

	1988	1989	1990	1991	1992
	<i>(En millions de dinars)</i>				
Balance commerciale	-941	-1.152	-1.501	-1.101	-1.801
Exportations	2.055	2.782	3.089	3.429	3.566
Energie	331	555	534	490	538
Hors énergie	1.724	2.227	2.555	2.940	3.028
Importations f.à.b.	-2.996	-3.934	-4.590	-4.530	-5.367
Energie	-210	-361	-428	-366	-397
Hors énergie	-2.786	-3.573	-4.162	-4.164	-4.970
Services et transferts (nets)	1.024	838	921	565	972
Services non facteurs	972	773	708	511	836
Dont : recettes touristiques	(1.086)	(881)	(828)	(633)	(933)
Services facteurs et transferts	52	66	213	54	136
Dont : paiement d'intérêts	(-353)	(-392)	(-371)	(-372)	(-399)
envois de fonds des travailleurs	(467)	(464)	(525)	(528)	(559)
Solde des transactions courantes	83	-315	-580	-535	-830
Capitaux	257	389	491	474	933
Dons	52	71	71	30	60
Investissement direct (net)	95	137	163	152	400
Dont : gazoduc et installations de Miskar	(...)	(...)	(...)	(...)	(202)
Emprunts à moyen et long terme	50	134	192	229	280
Décaissements	628	861	931	1.007	1.064
Amortissement	-579	-728	-739	-778	-783
Capitaux à court terme et erreurs et omissions	61	49	67	65	193
Balance globale	340	75	-88	-61	103
Variation des réserves nettes (augmentation -)	-340	-75	88	61	-103
Utilisation nette des crédits du Fonds	17	0	-98	71	39
Achats	17	0	0	197	65
Rachats	0	0	-98	-126	-26
Autres avoirs nets (augmentation -)	-357	-75	185	-10	-142
	<i>(Unités indiquées)</i>				
Pour mémoire :					
Taux de change ¹ :					
Dinar/DTS	1,1527	1,2168	1,1916	1,2650	1,2456
DTS/Dinar	0,8675	0,8218	0,8392	0,7905	0,8028
Dinar/\$E.U.	0,8578	0,9493	0,8784	0,9246	0,8844
\$E.U./Dinar	1,1658	1,0534	1,1384	1,0815	1,1307

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.

¹Moyenne de la période.

Tableau 6.9.

Tunisie : Opérations financières consolidées de l'administration centrale, 1988-92¹

	1988	1989	1990	1991	1992
	<i>(En millions de dinars)</i>				
Recettes et dons	2.743,6	3.071,1	3.356,3	3.523,9	4.085,3
Recettes	2.713,2	2.927,9	3.286,2	3.491,4	4.031,2
Recettes fiscales	2.002,9	2.257,8	2.551,4	2.874,6	3.294,0
Taxe sur le commerce extérieur	730,6	816,8	888,5	954,5	1.111,9
Autres	1.272,3	1.441,0	1.662,9	1.920,1	2.182,1
Recettes non fiscales	710,3	670,1	734,8	616,8	737,2
Secteur pétrolier	388,3	393,9	392,9	254,4	296,0
Autres	322,0	276,2	341,9	362,4	441,2
Dons	30,4	143,2	70,1	32,5	54,1
Dépenses et prêts nets, total	3.130,2	3.482,8	3.787,1	4.178,7	4.445,0
Dépenses	3.057,9	3.418,1	3.743,3	4.202,3	4.381,3
Dépenses courantes	2.255,6	2.693,3	2.862,9	3.176,1	3.490,4
Traitements et salaires	833,7	949,7	1.013,5	1.158,1	1.301,8
Biens et services	165,4	207,5	231,3	285,7	288,5
Paiements d'intérêts	278,1	316,7	341,3	416,1	435,4
Dettes extérieures	213,9	239,1	249,0	258,0	247,3
Dettes intérieures	64,2	77,6	92,3	158,1	188,1
Subventions et transferts ²	978,4	1.219,4	1.276,7	1.316,2	1.464,7
Dont : subv. à la consommation	(231,0)	(346,3)	(300,0)	(272,0)	(255,0)
Dépenses d'équipement	802,3	724,8	880,4	1.026,2	890,9
Investissement direct	448,5	403,2	497,6	697,3	559,9
Transferts en capital et prises de participation	353,8	321,6	382,8	328,9	331,0
Prêts nets	72,3	64,7	43,8	-23,6	63,7
Déficit global	-386,6	-411,7	-430,8	-654,8	-359,7
Financement	386,6	411,7	430,8	654,8	359,7
Extérieur	140,4	117,7	75,0	319,2	22,4
Tirages	466,8	520,9	538,0	799,4	579,0
Budgétaires	263,8	310,9	283,4	374,9	319,2
Extrabudgétaires	203,0	210,0	254,6	424,5	259,8
Amortissement	-326,4	-403,2	-463,0	-480,2	-556,6
Intérieur	246,2	294,0	355,8	335,6	337,3
Banques	-44,0	45,0	85,0	45,0	-113,7
Divers ³	290,2	249,0	270,8	290,6	451,0
	<i>(En pourcentage du PIB)</i>				
Pour mémoire :					
Recettes et dons	31,6	31,8	30,5	28,9	29,3
Recettes fiscales	23,1	23,4	23,2	23,6	23,7
Dons	0,3	1,4	0,6	0,2	0,4
Dépenses et prêts nets	36,0	36,1	34,5	34,3	31,9
Déficit, dons compris	-4,5	-4,3	-3,9	-5,4	-2,6
Déficit, dons exclus	-4,8	-5,7	-4,6	-5,6	-3,0

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.

¹Comprend les budgets de fonctionnement et d'équipement, les fonds spéciaux, les fonds de concours, les opérations extrabudgétaires financées sur ressources extérieures, les opérations nettes du Trésor et celles des caisses de sécurité sociale. Les données sont conformes avec la présentation des statistiques de finances publiques du FMI.

²Y compris les transferts liés aux secteurs de la santé et de l'éducation, à la sécurité sociale et aux subventions à la consommation.

³Y compris les fonds en route et les erreurs et omissions.

Tableau 6.10.

Tunisie : Situation monétaire, 1988-92*(En millions de dinars; fin de période)*

	1988 ¹	1989	1990	1991	1992
Avoirs extérieurs nets	542	668	612	526	547
Avoirs extérieurs	...	1.254	1.138	1.193	1.382
Engagements extérieurs	...	-586	-526	-667	-835
Crédit intérieur	5.188	5.563	6.143	6.741	7.539
Crédit à l'Etat (net)	677	722	808	853	739
Banque centrale	-70	-85	-55	-68	47
Banques créatrices de monnaie	652	715	762	793	535
Contrepartie des dépôts aux CCP	95	92	100	128	157
Crédit à l'économie	4.512	4.841	5.335	5.888	6.800
Banque centrale	13	31	34	41	39
Banques créatrices de monnaie	4.499	4.810	5.301	5.847	6.760
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	4.422	4.910	5.220	5.507	5.957
Monnaie	2.460	2.527	2.649	2.640	2.835
Circulation fiduciaire	800	875	1.005	1.104	1.156
Dépôts à vue	1.660	1.652	1.644	1.536	1.679
Institutions financières	...	37	11	12	14
Entreprises non financières et ménages	...	1.615	1.633	1.524	1.665
Quasi-monnaie	1.962	2.383	2.571	2.867	3.122
Institutions financières	...	73	108	100	97
Entreprises non financières et ménages	...	2.310	2.463	2.767	3.024
Dépôts à long terme	226	254	321	351	388
Autres postes nets	1.082	1.067	1.214	1.410	1.741
Ressources spéciales	...	664	734	806	848
Comptes de capital	...	574	640	759	939
Autres	...	-172	-160	-155	-46

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.

¹Tenant compte de la fusion en 1989 d'une banque de développement et d'une banque créatrice de monnaie, ainsi que de la conversion d'une banque de crédit immobilier en une banque créatrice de monnaie. L'ajustement a été effectué rétroactivement.

Tableau 6.11.

Tunisie : Calcul du revenu disponible brut du secteur des administrations publiques centrales à partir des statistiques de finances publiques*(En millions de dinars)*

	1990	1991	1992
Recettes totales de l'Etat			
Dons			
Moins : Transferts et subventions			
Moins : Paiements d'intérêt	_____	_____	_____
Total ¹			

Source : Tableau 6.9.

¹On admettra, à titre de simplification, que les droits et redevances perçus par l'Etat sont négligeables.

